

RELEVÉ DE DÉCISION

Commission Risques Majeurs du 03 mars 2026

Document joint :

- *Diaporama présenté en séance*

Accueil

Corinne THIEVENT, cheffe de cellule culture du risque et qualité de l'air à la DREAL UD-Isère, remercie l'ensemble des participants pour leur présence à cette troisième édition de la commission Risque Majeurs du SPPPY. Après avoir présenté l'ordre du jour, la parole est donnée à **M. Jean-Yves PORTA**, président de cette commission.

Ordre du jour

- > Introductions
- > Points d'actualités réglementaires : situation dans le sud grenoblois (DREAL) / PPI et FR-Alert (Préfecture de l'Isère)
- > Bilan et retour d'expérience sur les actions menées en 2025 par la commission et les acteurs du territoire
- > Programme d'actions 2026/2027
- > Points divers, échanges et prochains rendez-vous

Introductions

M. Jean-Yves PORTA, président de la commission, remercie tout d'abord chaleureusement les personnes présentes pour leur engagement et tout particulièrement Mme THIEVENT, pierre angulaire de cette commission. Il souligne l'importance du collectif pour répondre aux crises et rappelle combien la communication et la coordination sont des éléments clés de la prévention. Aujourd'hui, les réseaux sociaux peuvent à la fois aider à diffuser l'information mais aussi être synonymes de dérives et compliquer les actions de sécurité. Fr Alert constitue une avancée notable dans les outils à notre disposition. Il faut se préparer en amont car on a pas le temps de réfléchir lorsqu'un accident survient. Le rôle de cette commission est de permettre la bonne appropriation de tous ces éléments pour le bon développement de la culture du risque sur notre territoire.

Points d'actualités réglementaires : Situation économique du secteur de la chimie dans le sud grenoblois

M. Boris VALLAT, chef du pôle Risques technologiques de l'unité départementale DREAL de l'Isère, fait un point sur les missions d'inspection de la DREAL puis présente le contexte général actuel de la chimie. La cessation d'activité de Vencorex a été officiellement déclarée en décembre 2024 et la mise en sécurité a démarré début 2025. A noter que l'actionnaire thaïlandais a engagé près de 20 millions d'euros pour cette mise en sécurité.

M. VALLAT fait également un point d'étape sur les travaux de remédiation sur la plateforme de Pont-de-Claix, engagés avant la cessation d'activité, notamment pour la décharge ouest. Suite à quelques interrogations sur le choix des solutions mises en oeuvre, « l'indice de confiance » qui peut leur être accordé, leur durée, et les éventuels risques pour la population autour de la plateforme, M. VALLAT indique que les décisions ont été prises sur la base d'une évaluation technico-économique de plusieurs techniques possibles vérifiée par un pilote in-situ. Il ajoute qu'à ce jour, suite aux diverses inspections réalisées par les services de la DREAL, il n'y a pas eu d'écart relevé par rapport à ce qui avait été prévu. Les travaux doivent se terminer fin juillet 2027, comme prévu dans le planning initial.

M. VALLAT ajoute que le tribunal de commerce va délibérer fin mars sur les offres de reprise d'une partie des ateliers anciennement Vencorex.

Il y a dans tous les cas une réduction importante des risques présents sur la plateforme de Pont de Claix ; le PPI est en cours de révision avec un nouveau rayon à 500m.

En ce qui concerne la réorganisation de la plateforme de Jarrie, les exploitants adaptent leurs activités aux évolutions, ce qui a des conséquences sur les plans d'urgence, les PPI, l'urbanisme, etc. Pour le moment, il n'est pas prévu de réviser le PPRT de la plateforme.

Points d'actualités réglementaires : PPI et dispositif FR-Alert

Mme Sarah GUILLON fait un récapitulatif des divers exercices sur table 2025 pour STMICROELECTRONICS, FINORGA et TITANOBEL qui avaient pour objectif de tester leurs PPI en cours de révision. Aucune difficulté particulière n'a été relevée suite à ces différents exercices.

En 2026, les exercices planifiés sont les suivants : exercice terrain pour UMICORE avec sirène PPI et FR Alert (fait début février), PCAS en mai et SPMR en décembre.

Mme GUILLON rappelle qu'une communication est effectuée préalablement aux exercices pour prévenir notamment les riverains.

Pour répondre à certaines remarques, Mme GUILLON confirme que durant ces exercices l'interface avec les intercommunalités est testée, notamment sur l'aspect routier.

Elle indique que leur objectif est de pouvoir inclure les établissements scolaires dans de futurs exercices.

Mme Aurélie NOUVEAU (UMICORE) revient sur l'exercice PPI qui a eu lieu début février chez UMICORE, qui s'est globalement bien passé et s'est révélé être une expérience très intéressante.

Bilan et retour d'expérience sur les actions menées en 2025 par la commission et les acteurs du territoire

La parole est donnée à **MM. GIANNOCARO** et **POUCHOT** (IRMa) pour présenter le Résilience Tour : un « Tour de France » de la culture du risque, de la sécurité et de la résilience.

2026 verra se dérouler la 5ème édition.

L'objectif : sensibiliser les différents acteurs (associations, riverains, collectivités, grand public, etc.) au thème du risque.

Format : représentations de pièces de théâtre, visite d'expositions, villages forum, intervention dans les collèges, etc.), plus de 100 actions concrètes qui se déroulent d'octobre à décembre dans différents départements.

Le Résilience Tour est un succès, grâce aux personnes engagées et aux partenaires, mais il reste des publics captifs à atteindre, tels que les salariés des entreprises.

M. GIANNOCARO en appelle aux industriels et les encourage à participer à ces événements et se faire le relais auprès de leurs salariés sur le thème du risque.

Mme Mélanie ARMAND (ville de Grenoble) présente l'action de la ville de Grenoble auprès des collèges durant la semaine de la résilience. Les élèves de 5ème sont sensibilisés aux risques naturels et technologiques à travers des jeux, du théâtre, d'exercices PPMS, etc. Cette action sera reconduite en 2026.

Mme COLLARD (SERA) rappelle combien il est important de sensibiliser les enfants et ajoute qu'il est primordial d'aborder également le thème des risques naturels. Elle ajoute que l'effort de communication doit être maintenu, ces sujets sont encore trop peu connus du grand public.

Prévention Maif interroge sur la façon de mesurer l'efficacité de toutes ces actions auprès du grand public. M. GIANNOCARO répond qu'au-delà de leur forte valeur symbolique, l'IRMa procède à de nombreuses évaluations, mais plutôt qualitatives. Mme THIEVENT indique que pour la prochaine campagne les bons réflexes, il est prévu de procéder à un état des lieux avant la campagne (état zéro) puis après la campagne.

Programme d'actions 2026/2027

Mme THIEVENT présente les actions d'ores et déjà programmées pour 2026 :

- > La Journée les bons réflexes le 30 juin 2026 qui aura lieu à Lyon. Invitation et déroulé de la journée à venir en avril.
- > La quatrième lettre sur les actions de l'inspection des Installations Classées
- > La sensibilisation des agents métropolitains au printemps
- > La plénière du SPPPY dont la date reste à fixer, vraisemblablement à l'automne.

Elle présente les autres réflexions, notamment une sensibilisation des élus à l'automne, la diffusion de pièces de théâtre en fonction des demandes des acteurs du territoire, une action de sensibilisation des salariés sur un site industriel... Elle indique qu'une étude est également en cours pour définir des outils d'évaluation de l'efficacité des actions entreprises pour la prochaine campagne Les bons réflexes.

Mme THIEVENT invite également l'ensemble des acteurs à proposer des actions qui pourraient être accompagnées par Les bons réflexes.

M. GIANNOCARO et M. POUCHOT rappellent l'importance de l'implication et de la transparence du secteur industriel en matière de communication auprès des salariés et d'information sur la sécurité définie aux abords et au sein de l'entreprise pour les riverains et les salariés. Des actions pourraient être mises en place dans le cadre du Résilience Tour par exemple. Ils suggèrent d'impliquer les services communication des industriels dans ces sujets.

Des exemples de dispositifs impliquant industriels et citoyens sont cités :

- La Conférence riveraine à Feyzin
- La plateforme Allo Industrie au Havre
- Les Commissions de Suivi de Site

Tous améliorent la communication et aident à instaurer une confiance entre tous les acteurs concernés.

Mme GELORMINI indique que la commune serait intéressée par une représentation d'une pièce de théâtre un dimanche matin, sur la place du marché, à Pont-de-Claix.

Mme NOUVEAU rappelle que la norme ISO 9001 a été amendée et impose aux industriels de prendre en compte les risques climatiques. Il y a donc peut-être aussi un lien à faire avec cet aspect-là dans nos actions de communication.

Mme THIEVENT remercie les participants pour ces suggestions et les encourage à contacter le SPPPY pour en discuter.

M. PORTA remercie l'ensemble des acteurs de la campagne pour tout ce travail accompli. A court terme, l'objectif sera de former, acculturer les nouveaux élus et de les accompagner dans le domaine des risques.

La réunion est close.